



ÉDITION ABONNÉS

Avec Amar Ladraa de Clestra, voyage jusqu'au mirage du redressement productif

par Guillaume Krempp.
Publié le 8 septembre 2023.
Imprimé le 08 septembre 2023 à 17:26
549 visites, 9 commentaires.

« Clestra : une résistance ouvrière » – épisode 4. Délégué syndical CGT depuis 1995 chez Clestra, Amar Ladraa a passé sa vie à lutter pour les ouvriers de la métallurgie. Mais à 57 ans, le voilà à la tête de la plus longue grève de sa carrière. Voyage à Paris, au bout de la lutte sociale et de l'impuissance publique face au déclin industriel.

Amar Ladraa s'est levé aux aurores, ce mardi 4 septembre. Il est 6h40 et le délégué syndical CGT de l'entreprise Clestra est déjà installé dans un TGV à destination de Paris. Ouvrier depuis les années 90, le syndicaliste a pris le pli horaire de l'usine : il se réveille toujours autour de six heures, il est rare qu'il se couche après 22h. Une rigueur bien utile pour celui qui mène la grève des ouvriers de Clestra Metal depuis plus de deux mois.





Dans le TGV pour Paris, Amar Ladraa (à gauche), Me Loredana Besnier (à droite) et le délégué syndical Ali Mansouri font le point sur la table-ronde à venir. (Photo GK / Rue89 Strasbourg / cc)

PUBLICITÉ

« Macron parle de réindustrialiser la France. Moi je ne vois pas où ça se passe. »

Ancien fleuron de l'industrie des cloisons, la société Clestra connaît un conflit social historique depuis son redressement judiciaire et sa reprise par le groupe Jestia en octobre 2022 : 90% des salariés de l'usine d'Illkirch-Graffenstaden sont en grève depuis le lundi 3 juillet. Toute la production est à l'arrêt.

Après des négociations en Alsace, des rencontres d'élus locaux, c'est fort du soutien de plus d'une centaine d'ouvriers qu'Amar Ladraa se rend au ministère de l'Industrie et du Redressement productif, à Bercy, pour une nouvelle tentative de conciliation avec la direction de Clestra. Mais cette fois-ci, les frères Alexandre et Romain Jacot, dirigeants de Jestia et donc véritables décisionnaires, seront présents. Malgré l'usure et la fatigue, le cégétiste tente de positiver :

« Tout est possible. Si la direction garantit le maintien de tous les emplois dans la future usine, on pourra débiter une négociation de fin de grève. »

Arrivé Gare de l'Est, Amar Ladraa prend le rôle de guide dans la capitale pour ses collègues de la délégation. Il cherche les tickets de métro, indique l'entrée vers la ligne 4... À ses côtés, le délégué CGT Ali Mansouri et l'ouvrier assembleur Sylvain Fasseur semblent un peu perdus dans les dédales bondés du métro parisien. Le premier affiche une mine amère, celle d'un syndicaliste de retour au ministère après un premier redressement et une reprise en 2013 :

« Macron parle de réindustrialiser la France. Moi je ne vois pas où ça se passe. On ne vit pas dans le même monde. »



Dans le métro, arrêt Gare de l'Est. (Photo GK / Rue89 Strasbourg / cc)

PUBLICITÉ

« Le conflit social le plus dur de ma vie »

Secrétaire général de la CGT Métallurgie du Bas-Rhin dès 2000, Amar Ladraa est également animateur de la CGT Métallurgie pour la région Grand Est depuis 2017. En sortant de la station Bercy, il ne remarque pas le président et directeur juridique de Clestra Métal, Rémi Taieb, attablé en terrasse juste à côté de la sortie. Le syndicaliste énumère les gros dossiers de sa carrière :

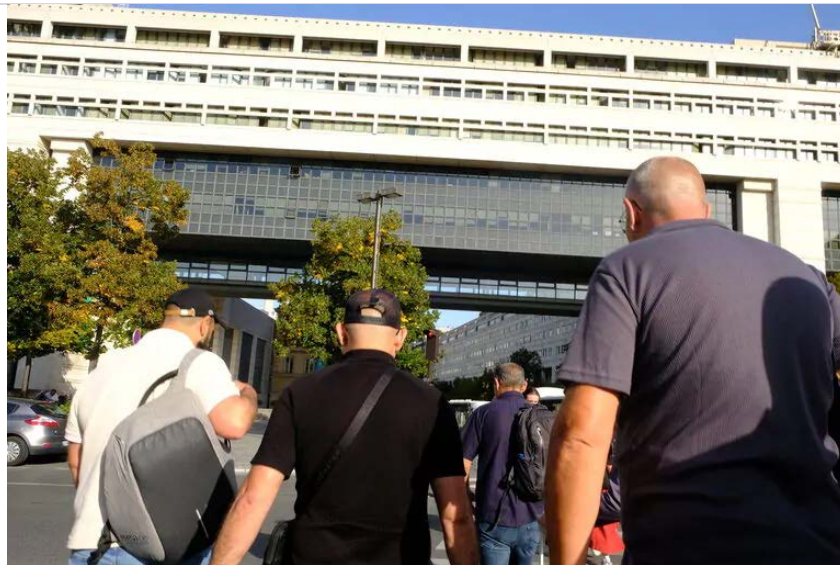
« Info Industrie à Gundershoffen, Veyhl à Bischwiller en 2004... Ce sont toujours des entreprises qui n'avaient pas de difficultés économiques mais simplement des actionnaires qui se comportent en financiers. Si on avait en France une vraie politique industrielle, on n'aurait pas toutes ces fermetures... »

À 57 ans, Amar Ladraa admet qu'il vit avec cette grève entrée dans sa dixième semaine « le conflit social le plus dur de [s]a vie ». Débuté spontanément en plein été, le conflit n'a cessé de tendre les relations entre les ouvriers et la direction. Inflexible, mutique, cette dernière a multiplié les pressions

psychologiques contre les ouvriers. Début août, elle a envoyé des fiches de paie aux montants négatifs après avoir changé, sans prévenir, le nom historique de la société, Clestra pour Unterland.

Malgré près de trente ans d'engagement syndical, Amar Ladraa continue « d'en apprendre tous les jours sur le terrain » :

« Ce conflit m'a révélé la situation précaire de nombreux travailleurs. Beaucoup sont constamment dans une situation de survie, avec un salaire moyen de 1 600 euros nets. Certains demandent des acomptes dès le 15 du mois. La force de ce mouvement, ce sont ces salariés qui ont parfois trente ans d'ancienneté, et qui, malgré la pression financière, ont décidé de se battre. Ça force le respect et c'est une sacrée pression pour moi. Car on mène un combat à l'issue incertaine et dont les conséquences peuvent être graves. »



À droite, Sylvain Fasseur, ouvrier Clestra. Au centre, Ali Mansouri, délégué syndical CGT. Et à gauche, Saïd Bouleghlem, délégué syndical CFDT chez Clestra New, l'autre entité de l'entreprise, dédiée à la conception et la commercialisation des produits. (Photo GK / Rue89 Strasbourg / cc)

« Ça va finir avec un drame tout ça »

Il est 10 heures quand la délégation du comité d'entreprise pénètre l'imposant complexe du ministère de l'Économie avant de rejoindre une salle de réunion du cinquième étage. Rémi Taïeb ainsi que Romain et Alexandre Jacot entrent à leur tour. Peu avant, Amar Ladraa a alerté le fonctionnaire de la Direction interministérielle du redressement des entreprises (Dire) : « Les salariés sont à bout après deux mois de grève. Ça va finir avec un drame tout ça. » La table-ronde durera à peine deux heures. Peu après midi, la direction et les actionnaires de Clestra quittent le ministère sans faire aucun commentaire.

Une heure plus tard, Amar Ladraa sort de la réunion l'air défait. Aucune garantie sur les emplois après le déménagement de l'entreprise n'a été obtenue ([voir notre article précédent](#)). La direction a menacé de fermer l'usine si le travail ne reprenait pas très vite. Impuissante, la Dire n'a pu que demander aux deux parties de préciser par écrit leurs revendications pour une sortie de crise et de renvoyer à une nouvelle réunion...

Le syndicaliste garde les yeux rivés au sol lorsque son camarade Ali Mansouri laisse exploser sa colère :

« Après deux mois de grève et toute cette médiatisation, tout ce qu'on obtient c'est de préciser nos revendications ! Nos revendications, le ministère les connaît très bien : ça fait deux mois qu'on fait grève pour le maintien des emplois... »



« Nous ne sommes pas la source du blocage »

Le petit groupe quitte le ministère. Il est 13h et malgré un soleil de plomb, tout le monde s'installe dans un kebab à proximité. Pendant le repas, Amar Ladraa a les yeux rivés sur son téléphone. Il envoie un compte-rendu aux collègues strasbourgeois via un groupe Whatsapp. L'assiette à peine terminée, le meneur de la lutte Clestra travaille à la réécriture des revendications. « L'idée, c'est d'envoyer rapidement les revendications précisées pour démontrer que nous ne sommes pas la source du blocage », explique-t-il. Dans un communiqué diffusé dans l'après-midi, la direction de Clestra fera porter la responsabilité du blocage à la délégation, qui demande que les jours de grève soient payés.



Dans un kebab à quelques pas du ministère, Amar Ladraa et Me Loredana Besnier, avocate du comité d'entreprise, rédigent les revendications. (Photo GK / Rue89 Strasbourg / cc)

À la fin du repas, c'est Amar Ladraa qui paye pour ses camarades. Une attention qu'il aura maintenu tout au long du séjour parisien, quand il a fallu acheter un ticket de métro ou vérifier qu'ils ne se sont pas perdus entre la ligne 4 et la ligne 6.

Origines immigrées et bassin minier lorrain

Cadet d'une fratrie de six enfants, né à Saint-Avold (Moselle), Amar Ladraa a déjà assumé ce rôle de grand frère, dès ses 15 ans, après la séparation de ses parents. Son père, « immigré algérien venu sans rien dans les poches », était ouvrier dans une tuilerie à Tétting-sur-Nied. Suite à la fermeture de l'usine, il a travaillé dans la centrale à charbon [Émile Huchet](#). Sa mère, d'origine allemande, a travaillé dans une entreprise d'électroménager. Le paternel, adhérent CGT, lui a inculqué la notion « de ne pas se laisser faire par le patron », sa mère l'a éduqué « au respect d'autrui et à la défense des plus démunis ».

Passé 20 ans, le jeune Mosellan vit la fermeture successive des mines aux alentours. Il peine à trouver du travail. « On était beaucoup de jeunes sans emploi, se souvient le syndicaliste, alors on a formé une bande de dix amis et on est venu en Alsace pour travailler en intérim ». Après quelques missions dans des usines, il intègre l'entreprise Clestra en 1992, dont il devient délégué syndical CGT trois ans plus tard.

Un syndicalisme à l'alsacienne

Au lendemain de la table-ronde à Bercy, Amar Ladraa est le seul membre de la délégation alsacienne à être resté à Paris. Après une matinée de réunions, il déjeune avec cinq camarades cégétistes dans un restaurant, à quelques pas du siège de la CGT de Montreuil. Les sujets de discussion ne manquent pas entre métallos. On s'inquiète pour les ouvriers d'un secteur automobile en pleine mutation avec le passage à la voiture électrique. Puis on salue la lutte « exemplaire » menée par Amar Ladraa : « Deux mois de grève, quand les ouvriers gagnent à peine 1 500 euros, ça force le respect », affirme un membre de la CGT Retraités. En face, un délégué syndical de la fonderie du Poitou se remémore une grève aussi longue en 2011 :

« Au bout de deux mois, après avoir envahi le Futuroscope et le soutien du syndicat au niveau national, on avait réussi à virer l'actionnaire qui voulait baisser nos salaires de 25%. »



Amar Ladraa, devant le siège de la CGT à Montreuil. (Photo GK / Rue89 Strasbourg / cc)

De retour dans les méandres de l'imposant bâtiment de la centrale CGT, Amar Ladraa a encore un programme chargé devant lui. Il se rend tout d'abord à une réunion de la CGT Retraités pour remercier les membres qui ont récolté 300 euros pour les grévistes de Clestra. Puis le syndicaliste passe saluer le secrétaire général de la CGT Métallurgie, Frédéric Sanchez.

Dans un bureau plein de portraits de Che Guevara et d'Ambroise Croizat, la conversation tourne autour des trois heures d'audition subies par Sébastien Menesplier. Le dirigeant de la branche énergie a été convoqué à la gendarmerie de Montmorency pour des coupures d'électricité menées au domicile du ministre Olivier Dussopt pendant la lutte contre la réforme des retraites.



Dans le bureau Frédéric Sanchez, secrétaire général de fédération des travailleurs de la métallurgie de la CGT. (Photo GK / Rue89 Strasbourg / cc)



Amar Ladraa vient remercier les militants de la CGT Retraités p euros aux grévistes de Clestra. (Photo GK / Rue89 Strasbourg / cc)

Responsable syndical au sein d'une formation favorable aux actions coups de poing, Amar Ladraa a opté pour une stratégie moins radicale. Un choix difficile même après deux mois de mobilisation :

« Bien sûr, des grévistes me disent qu'on aurait dû être plus ferme. Mais ils ne constituent pas la majorité des salariés. Beaucoup aurait repris le travail si on avait décidé de tout casser. Et puis en Alsace, on est dans une région de droite. On aurait probablement perdu le soutien de la population si on avait porté atteinte à l'outil de production. »

Un rendez-vous au sommet avec Sophie Binet

Il est 16h. Amar Ladraa monte au huitième étage de la centrale CGT pour rejoindre la secrétaire générale du syndicat, Sophie Binet. Dans son bureau, le syndicaliste alsacien fait le point sur la table-ronde de la veille au ministère. Sophie Binet prend note et présente sa stratégie puisqu'une heure plus tard,

ils seront cinq responsables syndicaux devant le ministre du Redressement industriel, Roland Lescure. Chacun présentera les difficultés de son entreprise. « Si l'on n'obtient rien, ce sera l'occasion de faire le procès de l'absence de politique industrielle du gouvernement », affirme Sophie Binet.



Point sur la table-ronde de la veille, avec la secrétaire générale de la CGT Sophie Binet. (Photo GK / Rue89 Strasbourg / cc)

L'heure du retour au ministère de l'Industrie approche. Amar Ladraa prend place à l'arrière d'une Peugeot noire avec Sophie Binet et Philippe Verbeke, qui vient défendre les salariés de Valdunes. Le [dernier fabricant français de roues et d'essieux pour les TGV](#), dans le Nord, est engagé dans une reprise délicate et sa forge est menacée. Le syndicaliste de la sidérurgie prend des nouvelles de son camarade alsacien et de sa mise à pied de trois jours. Amar Ladraa lui rapporte : un soir de barbecue au piquet de grève, son fils de 21 ans est venu chercher un ustensile de cuisine dans le local syndical. Sur le chemin, il croise le président et directeur juridique de Clestra Métal, Rémi Taieb. La sanction ne s'est pas fait attendre.

« La majorité des salariés reste déterminée pour aller jusqu'au bout »

Après deux heures de réunion avec Roland Lescure, Amar Ladraa sort à nouveau déçu. Bercy ressemble à la destination finale d'un voyage au bout de l'impuissance publique. Les grévistes de Clestra ont eu beau manifester devant l'usine d'Illkirch-Graffenstaden, devant la Direction régionale de l'économie ou le siège du Conseil régional à Strasbourg, leur situation reste inchangée après deux mois de grève. Le syndicaliste CGT ne peut que constater l'absence du gouvernement dans ce dossier :

« Aujourd'hui, la politique industrielle est aux mains des financiers. En face, on a un gouvernement qui hésite à soutenir les travailleurs et préfère écouter les actionnaires. »

Vendredi 8 septembre, Amar Ladraa pourra enfin quitter Paris, une métropole qu'il n'apprécie que peu. Il retrouvera ses deux enfants, Nathan, 21 ans, et Marie, 19 ans, ainsi que sa femme, Anne, aide-soignante dans un Ehpad de la Robertsau et également adhérente à la CGT. Quant au conflit social chez Clestra, Amar Ladraa estime ne plus avoir de choix :

« On est allé tellement loin... Même si on reprenait le boulot, on aurait un salaire négatif à la fin du mois. Un cap a été franchi pour garder nos emplois, la majorité des salariés reste déterminée pour aller jusqu'au bout. Soit la direction accepte nos revendications, soit on ira au dépôt de bilan. »

ALLER PLUS LOIN

Sur Rue89 Strasbourg, la série « Clestra : une résistance ouvrière » :

Episode 1 : [Grève à Clestra et solidarité ouvrière : « On a des origines différentes mais on est tous dans le même monde »](#)

Episode 2 : [Vis dans l'épaule, tendinites, hernies... Les corps brisés au travail des ouvriers grévistes de Clestra](#)

Episode 3 : [Aux origines de la grève à Clestra, une reprise opaque et agressive par le groupe Jestia](#)

ALLER PLUS LOIN

Pour aider financièrement les grévistes, la CGT a mis en place une caisse de grève. Les dons peuvent être adressés :

par paiement en ligne sur [Leetchi](#),

par chèque à l'ordre de Métallurgie CGT – 1 rue Sédillot – 67000 Strasbourg,

par virement, coordonnées sur demande par mail à cgt-metal-67@orange.fr.

9 COMMENTAIRES POSTÉS EN LIGNE

RETROUVEZ **CET ARTICLE** SUR NOTRE SITE !



<https://www.rue89strasbourg.com/amar-ladraa-cgt-voyage-impuissance-publique-277813>